

Emploi

Chiffres-clés

Industries pharmaceutiques en 2003 : 10 600 salariés

Activités de services en 2003 : 9 400 salariés

Taux d'activité en 1999 : 70,1 %

Taux d'emploi en 1999 : 1,05

Source : INSEE, CASE

Depuis 1975, le territoire Seine-Eure connaît, de par sa réelle attractivité économique, une évolution très positive du nombre d'emplois industriels créés sur Louviers et Val-de-reuil.

Toutefois, même si le dynamisme économique du territoire attire une main d'œuvre qualifiée, il subsiste quelques dysfonctionnements :

- Un décalage entre la population active peu qualifiée et l'offre locale d'emplois
- Un taux d'activité inférieur aux moyennes départementales et régionales
- Un quart des jeunes n'est pas diplômé, ce qui est également supérieur aux valeurs départementales et régionales

En 1999, les communes de Louviers (plus de 9 000 emplois), Pont-de-l'Arche, le Vaudreuil (près de 1 800 emplois) et Val-de-Reuil (près de 6 000 emplois) concentrent près de 80% des emplois de la communauté d'agglomération. Parmi les pôles d'emplois de plus petite taille, on note des taux de croissance très élevés à Incarville, Heudebouville et Acquigny. A l'inverse, les communes de Pîtres, Saint-Pierre-du-Vauvray, Léry et Andé ont subi un recul marqué des effectifs.

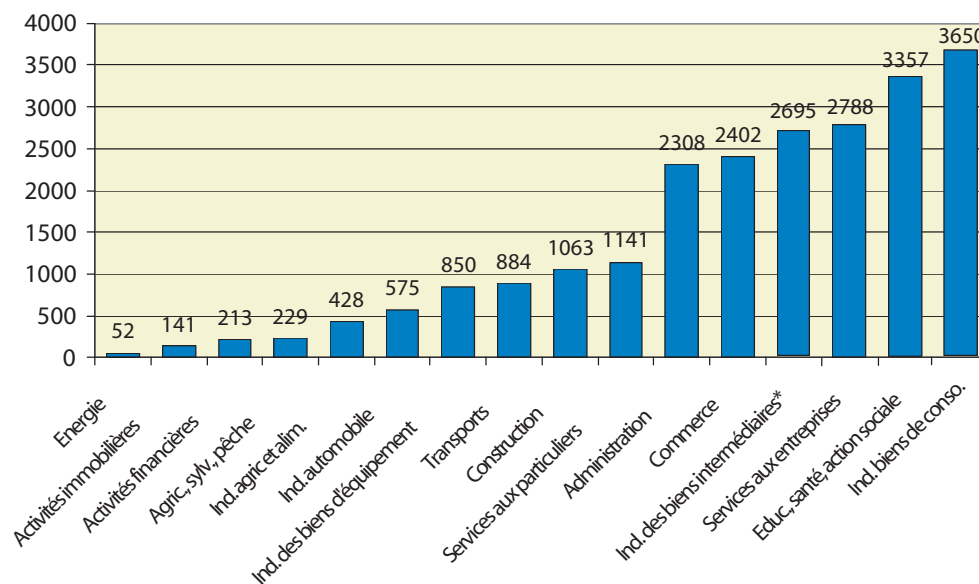
Evolution du taux d'emploi

	Nombre d'emplois (A)	Actifs résidents (B)	Taux d'emploi (A/B)
1990	20344	20597	0,99
1999	22282	21320	1,05

Source : Programme local de l'habitat , 2002

Le taux d'emploi supérieur à 1 témoigne d'une réelle attractivité de l'agglomération Seine-Eure en matière d'emploi et d'un bon équilibre global emploi-habitat.

Répartition des emplois par secteurs d'activités en 1999



* Chimie, métallurgie, bois

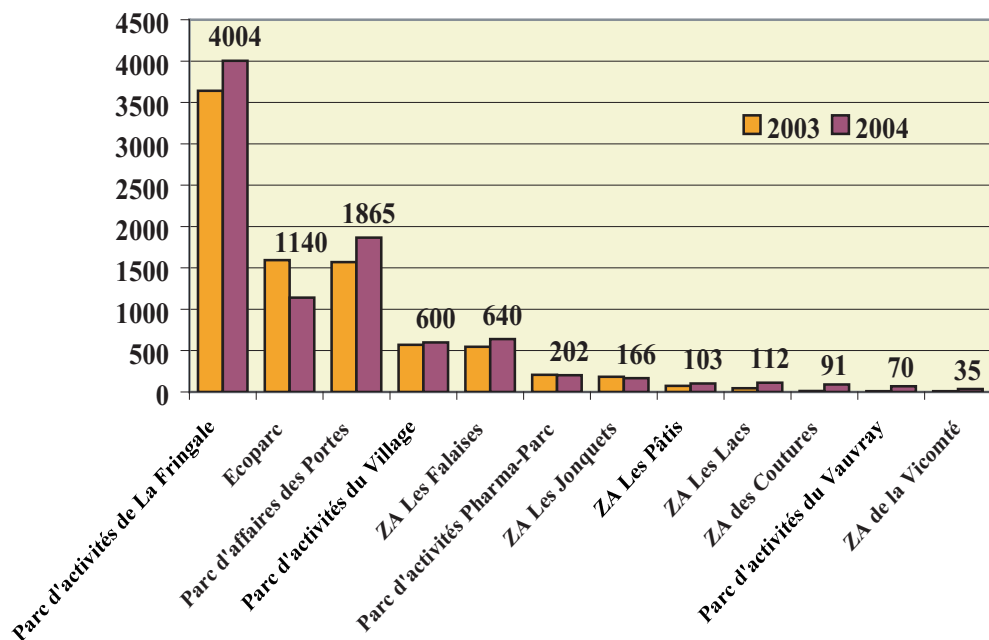
Source : INSEE , 1999

La Communauté d'agglomération Seine-Eure est un pôle d'emplois présentant une forte composante industrielle avec, pour spécificité, le développement de l'industrie pharmaceutique.

Près de 50% des emplois étaient concentrés en 1998 dans l'industrie. Cependant la progression de l'emploi en volume la plus forte a été celle des services (immobilier, location et service aux entreprises).

Le secteur de la construction est assez peu représenté et l'agriculture, caractérisée par des exploitations de taille relativement élevée et à forte orientation céréalière, n'occupe que très peu d'actifs.

Effectif salarié sur les différentes zones d'activités



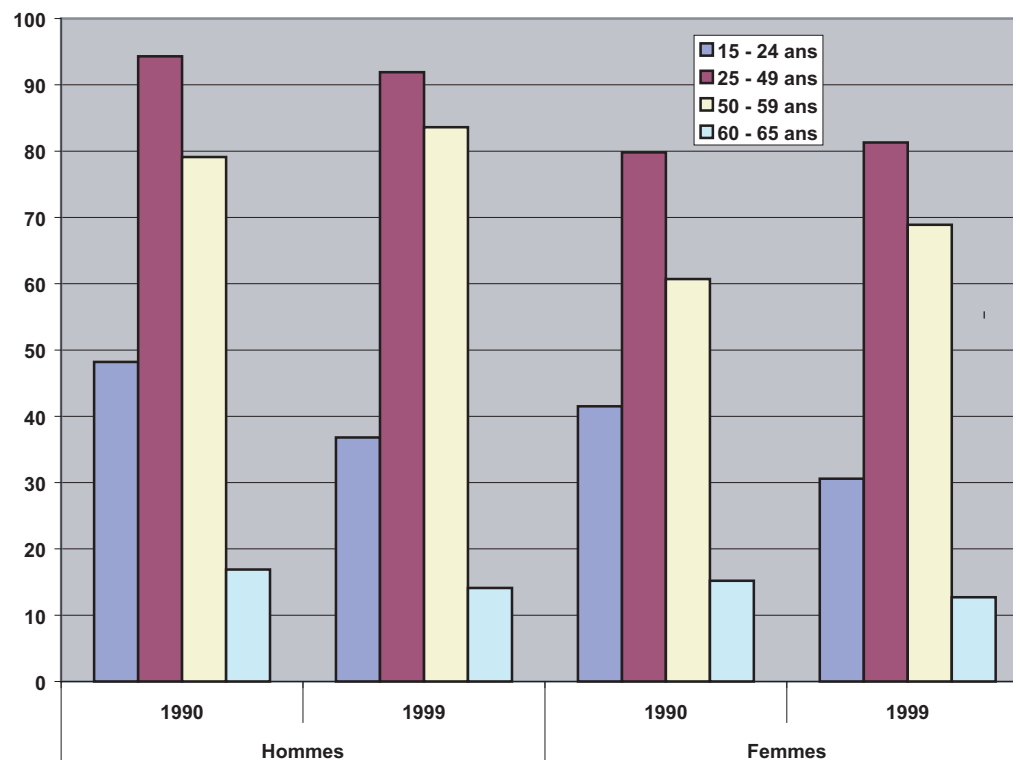
Source : CASE (répertoire des entreprises), 2005

Il est à noter que les effectifs salariés ne sont pas disponibles pour toutes les entreprises. Ces valeurs ne sont donc que des ordres de grandeurs et sont sous-estimées.

Evolution du taux d'activité

Le taux d'activité est le pourcentage de personnes actives dans la population pour une classe d'âge donnée.

Evolution du taux d'activité par tranche d'âges et par sexe



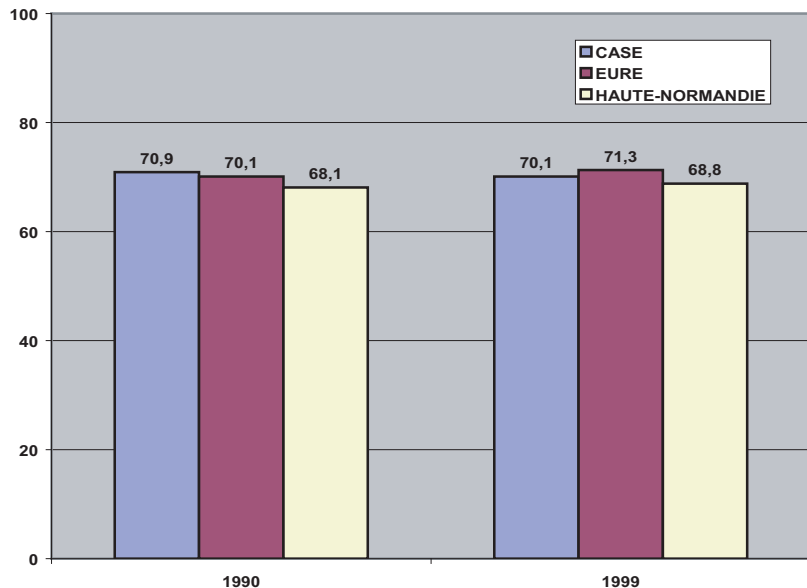
Source : INSEE (CORINTHE), 2005

Le taux d'activité des jeunes a considérablement baissé au cours de la dernière décennie. Cette tendance touche également les jeunes de 15 à 24 ans.

Pour l'ensemble des tranches d'âge, le taux d'activité des femmes est inférieur de 10 points par rapport à celui des hommes.

Cette tendance est encore plus forte dans les zones urbaines et sensibles.

Evolution du taux d'activité pour la CASE, le Département et la Région



Source : INSEE (CORINTHE), 2005

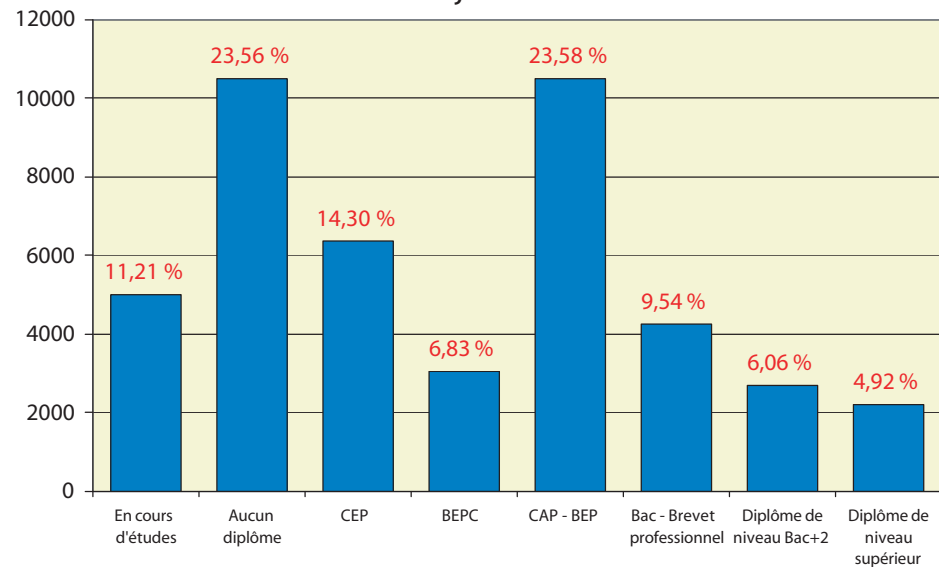
Une formation des jeunes à développer

Une part importante de la population active du territoire, confrontée au chômage, rencontre des difficultés importantes du fait notamment des faibles niveaux de formation et de qualification des personnes. Ceci est particulièrement vrai pour les jeunes, dont un quart ne possèdent pas de diplômes. Ce pourcentage est supérieur à celui du département et celui rencontré au niveau national.



Le taux de diplômés est particulièrement faible sur le territoire communautaire.

Niveau d'étude des jeunes de + de 15 ans



Source : INSEE Profils des communes, 1999

Politique locale

En plus de structurer l'accueil des entreprises et de soutenir l'artisanat, les TPE, etc..., la CASE développe les secteurs en tension tels que le bâtiment-travaux publics et la restauration.

La CASE veut créer une Maison de l'Emploi et de la Formation afin de favoriser le développement de l'activité économique, la création d'emplois et d'améliorer l'adéquation entre l'offre et la demande d'emploi.

Le plan d'actions de la maison de l'emploi permettra notamment de répondre aux besoins non satisfaits de certaines entreprises (pharmaceutiques, chimiques, mécaniques...) en matière de main-d'oeuvre qualifiée.

> Voir aussi

> [Précarité et exclusion](#) dans Développement social du tableau de bord territorial